

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier Bush et le Moyen-Orient

N° 354 du 24.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Discours de George Bush à la Knesset, 15 mai 2008.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 La Palestine avant 1948

2 Les brèves

2-1 George Bush oppose un discours optimiste au scepticisme sur sa capacité à faire naître un Etat Palestinien avant la fin de son mandat.

2-2 La stratégie de Bush fait honte aux Etats-Unis.

3 Dossier

3-1 Israël et Bush ont célébré ensemble jeudi les 60 ans de l'Etat israélien et leur alliance "inaltérable"

3-2 Point de vue de Yossi Sarid : Même les trompettes auraient dû avoir honte.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 L'argument final.

5-2 K. Selim : La halqa de la haine - Bush en son vrai visage.

5-3 Julien Salingue : La politique de "regime change" de l'Administration Bush.

5-4 Les Palestiniens ont été consternés par Bush,

Tiré a part :

Discours de George Bush à la Knesset, 15 mai 2008.

« La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme est le plus grand défi de notre temps. D'un côté, il y a ceux qui défendent les idéaux de la justice et la dignité avec les armes de la raison et de la vérité. De l'autre côté, il y a ceux qui poursuivent un projet de domination cruelle, en commettant le meurtre, en répandant la peur, en propageant des mensonges. » Pour George Bush, les conflits du Moyen Orient sont ceux du bien contre le mal. Dans ce combat biblique, Israël et les USA sont deux alliés indéfectibles, réunis par une même conviction mystique : « Que soit accomplie en Sion la Parole de Dieu. »

Texte de l'allocution délivrée à la Knesset.

M. le Président Peres, Monsieur le Premier Ministre, Madame la Présidente, merci beaucoup d'avoir accueilli cette session extraordinaire. M. le Président Beinisch, M. Netanyahu, MM. Les ministres, MM. Les membres de la Knesset, Mesdames et Messieurs les invités : Shalom. Laura et moi-même sommes très heureux d'être de retour en Israël. Nous avons été profondément émus par les célébrations de ces deux derniers jours. Et cet après-midi, je suis honoré de me présenter devant l'une des grandes assemblées démocratiques du monde et d'exprimer la volonté du peuple américain en ces termes : Yom Ha'atzmaut Sameach. (Applaudissements.)

C'est un privilège rare pour le président américain de prendre la parole devant la Knesset. (Rires) Bien que le Premier ministre m'ait dit qu'il y avait quelque chose d'encore plus rare - n'avoir qu'une seule personne parlant à la fois dans cette salle. (Rires) Mon seul regret est que l'un des plus grands dirigeants d'Israël ne soit pas là pour partager ce moment. Cet homme est un combattant au regard de l'histoire, un homme de paix, un ami. Les prières du peuple américain vont à Ariel Sharon. (Applaudissements.)

Nous sommes réunis pour marquer un événement. Il y a soixante ans à Tel-Aviv, David Ben Gourion proclamait l'indépendance d'Israël, fondée sur le « droit naturel du peuple juif à être maître de son propre destin. » Ce qui s'en est suivi, c'est plus que la création d'une nouvelle nation. Cela a été l'accomplissement d'une ancienne promesse faite à Abraham, Moïse et David - une patrie pour le peuple élu Eretz Yisrael.

Onze minutes plus tard, sur ordre du Président Harry Truman, les États-Unis étaient fiers d'être le premier pays à reconnaître l'indépendance d'Israël. Et lors de cet anniversaire remarquable, l'Amérique est fière d'être l'allié le plus proche d'Israël et son meilleur ami dans le monde.

L'alliance entre nos gouvernements est inaltérable, mais le fondement de notre amitié est plus profond que n'importe quel traité. Il est construit sur l'esprit animant notre peuple, les obligations du Livre, les liens de l'âme. Lorsque William Bradford est descendu du Mayflower en 1620, il a cité les paroles de Jérémie : « Que soit accomplie en Sion la Parole de Dieu. » Les fondateurs de ma nation y ont vu une nouvelle terre promise et donné à leurs villes des noms tels Bethléem et Nouvelle Canaan. Et depuis lors, de nombreux Américains sont devenus les avocats passionnés de la cause de l'Etat juif.

Des siècles de souffrances et de sacrifices devaient s'écouler avant que ce rêve ne soit accompli. Le peuple juif a enduré l'agonie des pogroms, la tragédie de la Grande Guerre, et l'horreur de l'Holocauste - ce que Elie Wiesel dénomme « le royaume de la nuit. » Des hommes sans conscience s'en sont pris aux vies et ont anéanti les familles. Pourtant, ils n'ont pas pu détruire l'esprit du peuple juif, et ils n'ont pas pu briser la promesse de Dieu. (Applaudissements.) Quand la nouvelle qu'Israël était libre fut diffusée, Golda Meir, une femme ne connaissant pas la peur qui avait grandi dans le Wisconsin, n'a pu retenir ses larmes. Plus tard, elle a déclaré : « Depuis deux mille ans, nous avons attendu notre délivrance. Maintenant qu'elle est arrivée c'est si grand et merveilleux que cela dépasse les mots humains. »

La joie de l'indépendance a été amoindrie par le déclenchement de la bataille, par de cette lutte qui s'est poursuivie pendant six décennies. Pourtant, en dépit de la violence, au mépris des menaces, Israël a construit une démocratie prospère au coeur de la Terre Sainte. Vous avez accueilli les immigrants en provenance des quatre coins de la Terre. Vous avez forgé une société libre et moderne fondée sur l'amour de la liberté, une passion pour la justice et le respect de la dignité humaine. Vous avez travaillé sans relâche pour la paix. Vous avez combattu vaillamment pour la liberté.

L'admiration de mon pays pour Israël ne s'arrête pas là. Quand nous les Américains nous tournons nos regards vers Israël, nous y voyons l'esprit pionnier qui a d'abord permis un miracle dans l'agriculture et conduit maintenant la révolution dans le domaine des hautes technologies. Nous y voyons des universités de qualité internationale et un leader dans le monde des affaires et de l'innovation et des arts. Nous y voyons une ressource plus précieuse

que le pétrole ou l'or : le talent et la détermination d'un peuple libre qui ne se laisse arrêter par aucun obstacle sur la voie de son destin.

J'ai eu la chance d'observer le caractère d'Israël de près. J'ai touché le Mur des Lamentations, j'ai vu le soleil se refléter sur le lac de Tibériade, j'ai prié à Yad Vashem. Et aujourd'hui, je me suis rendu à Massada, un monument qui évoque le courage et le sacrifice. Sur ce site historique, les soldats israéliens prêtent serment : « Massada ne doit jamais tomber à nouveau. » Citoyens d'Israël : Massada ne doit jamais tomber à nouveau, et l'Amérique sera à vos côtés.

Cet anniversaire est l'occasion de réfléchir sur le passé. C'est aussi une occasion de se tourner vers l'avenir. En allant de l'avant, notre alliance sera guidée par des principes clairs, des convictions partagées basées sur la morale et qui ne sont pas influencés par les sondages de popularité ou l'évolution de l'opinion des élites.

Nous croyons en la valeur incomparable de chaque homme, femme et enfant. C'est pourquoi nous insistons sur le fait que le peuple d'Israël a le droit à une vie paisible normale, tout comme les citoyens de toutes les autres nations. (Applaudissements.)

Nous pensons que la démocratie est le seul moyen de garantir les droits de l'homme. Nous estimons donc que c'est une honte lorsque l'ONU vote plus régulièrement des résolutions sur les droits de l'homme contre la démocratie la plus libre du Moyen-Orient que contre toute autre nation dans le monde. (Applaudissements.)

Nous pensons que la liberté religieuse est fondamentale pour une société civilisée. Donc, nous condamnons l'antisémitisme sous toutes ses formes - qu'il s'agisse de ceux qui questionnent ouvertement le droit d'Israël à exister, ou de ceux qui, tranquillement, les excusent.

Nous estimons que les peuples libres devraient lutter et se consacrer à la paix. C'est pourquoi nous saluons les choix courageux que les dirigeants israéliens ont faits. Nous pensons également que les nations ont le droit de se défendre et qu'aucune nation ne devrait jamais être contrainte à négocier avec les assassins qui ont juré sa destruction. (Applaudissements.)

Nous estimons que s'en prendre à des vies innocentes pour atteindre des objectifs politiques est inacceptable toujours et partout. Nous nous tenons donc unis contre le terrorisme et l'extrémisme, et nous ne baisserons jamais la garde, ni n'abandonnerons notre détermination. (Applaudissements.)

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme est le plus grand défi de notre temps. C'est plus qu'un choc entre les armes. Il s'agit d'un choc des visions, d'une grande lutte idéologique. D'un côté, il y a ceux qui défendent les idéaux de la justice et la dignité avec les armes de la raison et de la vérité. De l'autre côté, il y a ceux qui poursuivent une vision de domination cruelle, en commettant le meurtre, en répandant la peur, en propageant des mensonges.

Cette lutte est menée avec la technologie du 21^{ème} siècle, mais à la racine, il s'agit de la très ancienne bataille entre le bien et le mal. Les assassins se couvrent du manteau de l'islam, mais ce ne sont pas des hommes de religion. Nul homme qui prie le Dieu d'Abraham ne pourrait sangler une veste d'attentat suicide sur un enfant innocent, ou massacrer les innocents convives de la fête pascale du Seder, ou jeter des avions contre des tours remplies de travailleurs ne se doutaient de rien. En vérité, les hommes qui commettent ces actes barbares n'ont aucun autre objectif au delà de leur désir de pouvoir. Ils n'acceptent aucun Dieu supérieur à eux-mêmes. Et ils nourrissent une haine particulière pour les plus ardents défenseurs de la liberté, y compris les Américains et les Israéliens.

Et c'est la raison pour laquelle la charte fondatrice du Hamas appelle à l'« élimination » d'Israël. Et c'est la raison pour laquelle les adeptes du Hezbollah scandent « Mort à Israël, Mort à l'Amérique ! » C'est pourquoi Oussama ben Laden enseigne que « le meurtre de Juifs et des Américains est l'un des plus grands devoirs. » Et c'est la raison pour laquelle le Président de l'Iran rêve d'un retour du Moyen-Orient au Moyen-Age et demande qu'Israël soit rayé de la carte.

Il y a des gens honnêtes et bons qui ne parviennent pas à prendre la mesure des ténèbres qui sont en ces hommes et tente de justifier leurs paroles. C'est une attitude naturelle, mais elle est on ne plus erronée. En tant que témoins du mal par le passé, nous portons la lourde responsabilité de prendre ces paroles au sérieux. Les Juifs et les Américains ont vu les conséquences lorsque l'on choisit d'ignorer les déclarations des dirigeants qui répandent la haine. Et c'est une erreur que le monde ne doit pas répéter au 21^{ème} siècle.

Certains semblent penser que nous devrions négocier avec les terroristes et les radicaux, comme si quelque argument astucieux pouvait les persuader qu'ils s'étaient trompés depuis longtemps. Nous avons déjà entendu proférer cette croyance stupide par le passé. Lorsque les blindés Nazis parcouraient la Pologne en 1939, un sénateur américain déclarait : « Seigneur, si seulement je pouvais en avoir parlé à Hitler, tout cela aurait pu être évité. » Nous avons l'obligation de rappeler ce qu'est cette attitude : la fausse tranquillité de l'apaisement, que l'histoire a déjà discréditée maintes fois. (Applaudissements.)

Certaines personnes suggèrent que si les États-Unis rompaient les liens avec Israël, tous nos problèmes au Moyen-Orient disparaîtraient. C'est là un argument usé reprenant la propagande des ennemis de la paix, et que l'Amérique rejette totalement. La population israélienne compte peut-être un peu plus de 7 millions d'habitants. Mais lorsque vous faites face à la terreur et au mal, vous êtes 307 millions, parce que les États-Unis d'Amérique sont avec vous. (Applaudissements.)

L'Amérique est avec vous pour détruire les réseaux terroristes et interdire aux extrémistes de disposer de sanctuaires. L'Amérique est avec vous fermement opposée aux ambitions de l'Iran pour l'obtention d'armes nucléaires. Autoriser le commanditaire principal de la terreur dans le monde à posséder la plus meurtrière des armes au monde serait une trahison impardonnable pour les générations futures. Dans un souci de paix, le monde ne doit pas permettre à l'Iran d'avoir une arme nucléaire. (Applaudissements.)

En fin de compte, pour l'emporter dans ce combat, nous devons offrir une alternative à l'idéologie des extrémistes en élargissant notre vision de justice, de tolérance, de liberté et d'espoir. Ces valeurs sont des droits évidents appartenant à tous les peuples, toutes les religions, dans le monde entier parce qu'elles sont un don de Dieu le Tout-Puissant. Garantir ces droits est aussi le plus sûr moyen de garantir la paix. Les dirigeants qui sont responsables devant leur peuple ne recherchent pas l'affrontement sans fin et les effusions de sang. Les jeunes ayant une place dans leur société et peuvent s'exprimer sur leur avenir sont moins susceptibles de rechercher un sens dans le radicalisme. Les sociétés où les citoyens peuvent exprimer leurs sentiments et prier leur Dieu, ne recourront pas à la violence, mais seront des partenaires pour la paix.

La leçon fondamentale apprise au 20ème siècle, c'est que la liberté donne la paix. Désormais, notre tâche c'est de l'appliquer au 21ème siècle. Nulle part cette entreprise n'est plus urgente qu'ici au Moyen-Orient. Nous devons être au côté des réformateurs oeuvrant à briser les anciens schémas de la tyrannie et du désespoir. Nous devons donner une voix à des millions de gens ordinaires qui rêvent d'une vie meilleure dans une société libre. Nous devons affronter le relativisme moral qui considère que toutes les formes de gouvernement sont tout aussi acceptable, et de ce fait condamne des sociétés entières à l'esclavage. Par-dessus tout, nous devons avoir foi en nos valeurs et nous-mêmes, et en toute confiance travailler à répandre la liberté qui ouvre la voie à un avenir pacifique.

Cet avenir entraînera une transformation spectaculaire du Moyen-Orient tel qu'il est aujourd'hui. Alors que nous célébrons les 60 ans de la fondation d'Israël, tentons d'imaginer ce que sera la région dans 60 ans. Ce projet ne se réalisera pas facilement ni en une nuit, il rencontrera une violente résistance. Mais si nous-même et les futurs présidents et les futurs élus de la Knesset maintiennent notre détermination et la foi en nos idéaux, voici le Moyen-Orient que nous pourrons observer :

Israël célébrera son 120e anniversaire en tant que l'une des grandes démocraties du monde, et sera une patrie prospère et sûre pour le peuple juif. Le peuple palestinien aura la patrie qu'il mérite et dont il avait rêvé depuis longtemps : un État démocratique régi par la loi, respectant les droits de l'homme, et rejetant la terreur. Du Caire à Riyad, à Bagdad et à Beyrouth, les peuples vivront dans la liberté et des sociétés ouvertes, où le désir de paix sera renforcé par les liens de la diplomatie, du tourisme et du commerce. L'Iran et la Syrie seront des nations pacifiques, où l'oppression régnant aujourd'hui ne sera plus qu'un lointain souvenir et où les gens seront libres d'exprimer leurs points de vue et de développer les talents que Dieu leur a donnés. Al-Qaïda, le Hezbollah et le Hamas seront vaincus, car les musulmans de la région auront reconnu pour vains les projets des terroristes et compris que leur cause est injuste.

Globalement, le Moyen-Orient sera caractérisé par une nouvelle période de tolérance et d'intégration. Cela ne signifie pas pour autant qu'Israël et ses voisins seront les meilleurs amis du monde. Mais lorsque les dirigeants de la région répondront aux désirs de leurs peuples, ils concentreront leurs énergies sur le développement des écoles et de l'emploi, et non sur des attaques à la roquette ou des attentats suicides. Avec ces changements, Israël ouvrira un nouveau chapitre de son histoire avec l'espoir que son peuple puisse vivre une vie normale, et que le rêve de Herzl et des fondateurs de 1948 puisse être pleinement et finalement réalisé.

C'est une vision audacieuse, et diront certains, elle ne pourra jamais être réalisée. Mais pensez à ce dont nous avons été témoins dans notre propre temps. Lorsque l'Europe se détruisait elle-même par la guerre totale et le génocide, il était difficile d'envisager que ce continent, six décennies plus tard, vivrait libre et en paix. Lorsque les pilotes Japonais menaient des missions suicides contre les cuirassés américains, il semblait impossible que six décennies plus tard le Japon soit une démocratie, une clé de voûte de la sécurité en Asie, et l'un des plus proches amis de l'Amérique. Et lorsque les vagues de réfugiés sont arrivés ici dans le désert, dénués de tout, entourés par des armées hostiles, il était presque impossible d'imaginer qu'Israël se transformerait en une des nations les plus libres et les plus prospères sur la terre.

Pourtant, chacune de ces évolutions a eu lieu. Et un avenir fait de changements est possible au Moyen-Orient, lorsqu'une nouvelle génération de dirigeants aura le courage de vaincre les ennemis de la liberté, de faire les choix difficiles nécessaires à la paix, et aura adopté une position ferme basée sur le roc solide de valeurs universelles.

Il y a soixante ans, à la veille de l'indépendance d'Israël, les derniers soldats britanniques quittant Jérusalem s'arrêtèrent devant un bâtiment dans le quartier juif de la vieille ville. Un officier a alors frappé à la porte afin de rencontrer le grand rabbin. L'officier lui a montré une courte tige métallique - la clé de la porte de Sion - et lui a dit que c'était la première fois en 18 siècles que l'une des clefs ouvrant les portes de Jérusalem appartenait à un Juif. Les mains tremblantes, le rabbin a offert une prière d'action de grâce à Dieu, « Qui a accordé la vie et nous a permis d'atteindre ce jour. » Puis il s'est tourné vers l'officier, et a prononcé les mots que les Juifs avaient attendu depuis si longtemps : « J'accepte cette clé au nom de mon peuple. »

Au cours des six dernières décennies, le peuple juif a créé un état dont cet humble rabbin pourrait être fier. Vous avez bâti une société moderne sur la terre promise, une lumière répandue vers les nations qui préserve l'héritage d'Abraham, Isaac et Jacob. Et vous avez construit une puissante démocratie qui perdurera à jamais et peut toujours compter sur les États-Unis d'Amérique pour être à vos côtés. Dieu vous bénisse.

Publication originale [Maison Blanche](#), traduction [Contre Info](#)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 La Palestine avant 1948

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 George Bush oppose un discours optimiste au scepticisme sur sa capacité à faire naître un Etat Palestinien avant la fin de son mandat.

Il a rencontré ce samedi le président Egyptien Hosni Moubarak puis le Président Palestinien Mahmoud Abbas. Il s'est défendu de tout parti pris en faveur d'Israël et a repris l'engagement d'oeuvrer pour un accord de paix entre israéliens et Palestiniens avant la fin de sa présidence en janvier 2009. George Bush a notamment déclaré ici à Mahmoud Abbas qu'il avait l'intention de s'impliquer pour parvenir à une définition de l'Etat Palestinien. Insuffisant pour les Palestiniens qui ont clairement signifié qu'un accord ne devait pas seulement être une définition de ce que serait un Etat Palestinien dans un avenir incertain.

Pour faire taire les critiques nées aussi du fait que le président américain est venu participer aux célébrations du 60ème anniversaire de l'Etat d'Israël sans se rendre dans les territoires Palestiniens, George Bush est reparti de son point presse main dans la main avec Mahmoud Abbas.

17-05

EuroNews

2-2 La stratégie de Bush fait honte aux Etats-Unis.

La stratégie de George W Bush fait honte aux Etats-Unis, a rapporté le quotidien américain, New York Times, dans son édition électronique. " La politique étrangère de Bush est honteuse pour le Président de la République et nuisible aux Etats-Unis" a précisé ce quotidien. " L'exemple le plus manifeste, ce sont les déclarations devant le parlement israélien de Bush qui a, vivement, critiqué, le candidat démocrate à l'élection présidentielle, Barak Obama. A noter que dans son discours au parlement israélien, le Président américain, George W Bush avait assimilé ceux qui souhaitent négocier avec les terroristes et les extrémistes, à ceux qui travaillaient pour les Nazis.

IRIB

<http://www.alterinfo.net/>

18/05/2008

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Israël et Bush ont célébré ensemble jeudi les 60 ans de l'Etat israélien et leur alliance "inaltérable"

"L'alliance entre nos gouvernements est inaltérable", a déclaré Bush qui aura attendu plus de sept ans pour prononcer son premier discours devant le parlement israélien à Jérusalem.

Il a mis en parallèle le nazisme et la vision du monde des organisations du Hamas, du Hezbollah, d'Al-Qaïda et du président iranien Mahmoud Ahmadinejad qui "rêve de ramener le Proche-Orient au Moyen Âge et qui appelle à rayer Israël de la carte". "La population d'Israël n'est peut-être que d'un peu plus de 7 millions. Mais quand vous faites face à la terreur et au mal, vous êtes 307 millions parce que l'Amérique est à vos côtés", a ajouté Bush, acclamé quand il a souhaité en hébreu à Israël une "joyeuse journée de l'indépendance".

Permettre à l'Iran, "le premier soutien mondial du terrorisme, d'entrer en possession de l'arme la plus mortelle au monde, reviendrait à trahir les futures générations de manière impardonnable", a-t-il dit.

Au même moment, des milliers de Palestiniens manifestaient en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza pour commémorer la "Nakba", la "catastrophe" qu'a été pour eux la création d'Israël en 1948 sur trois quarts de la Palestine historique.

En Cisjordanie, où de nombreux Palestiniens portaient des tee-shirts noirs avec l'inscription "1948, 60 ans de Nakba", les passants et les automobilistes se sont immobilisés à midi pour observer une minute de silence ; 21.915 ballons noirs ont été lâchés, autant que le nombre des jours passés depuis la création d'Israël. "Soixante ans sont passés depuis la Nakba de notre peuple, lorsque des centaines de milliers de Palestiniens ont été déracinés de leur patrie, leurs maisons et leurs terres, et poussés à l'exode aux quatre coins du monde.

Aujourd'hui, ils sont des millions", a déclaré dans un discours radiodiffusé le président Abbas, pourtant un des acteurs majeurs des négociations en cours avec les Israéliens pour un accord de paix.

Au moment où Bush effectuait sa deuxième visite en quatre mois dans la région, les chances d'atteindre l'objectif fixé de parvenir à un accord substantiel avant fin 2008 paraissent de plus en plus minces.

Plusieurs ministres israéliens ont prôné de "briser" le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, par une opération d'envergure dans le territoire palestinien.

Devant la Knesset, Bush n'a évoqué que de manière très générale et prophétique l'effort de paix en envisageant à quoi ressemblerait la région au 120e anniversaire d'Israël : "Les Palestiniens auront la patrie dont ils rêvent et qu'ils méritent depuis longtemps, un Etat démocratique qui sera gouverné par la loi, respectera les droits de l'Homme et rejettera le terrorisme".

Et s'il a rappelé les "siècles de souffrances et de sacrifices" qui ont passé avant que le "rêve" d'un Etat israélien se réalise, il n'a pas mentionné les épreuves subies par les Palestiniens, comme la Maison Blanche en avait laissé entrevoir la possibilité.

Ehud Olmert, autre acteur primordial des tractations, s'est, lui, dit convaincu qu'Israéliens et Palestiniens s'entendraient et que l'accord serait entériné par la Knesset et approuvé par "la vaste majorité de la population israélienne", provoquant des remous dans la chambre, sous le regard amusé de Bush.

Et deux députés d'un parti représentant les colons ont quitté la salle pour signifier leur réprobation. Bush, qui achève vendredi sa visite de trois jours en Israël, se rend ensuite en Arabie saoudite puis en Egypte.

16-05

<http://www.aloufok.net/>

3-2 Point de vue de Yossi Sarid : Même les trompettes auraient dû avoir honte.

La honte du dernier discours de Bush devant la Knesset. Les Palestiniens ?

Oubliés. Les colonies ? Oubliées. Annapolis ? Rappelez-vous ce dont il s'agit, déjà ?

En revanche, Massada et Hitler (pour s'en prendre à Obama) ont été bien là. Visiblement, la Knesset a adoré.

Les Palestiniens et les Américains probablement beaucoup moins.

Vous avez dit "république bananière" ?]

Les trompettes et les applaudissements se sont tus, les claques sur le dos ont cessé et, pourtant, le discours retentit toujours. Son écho a voyagé ici et surtout là-bas, aux Etats-Unis, d'une côte à l'autre.

Un journal rapportait depuis la Knesset 14 standing ovations. Un autre en avait compté 18, pas moins. Le coeur des élus et des invités au balcon battait la chamade.

Et tout cela pourquoi ? Parce que les Palestiniens s'étaient évanouis dans la nature. La terre était ouverte et les avait engloutis. Finalement, le rêve s'accomplit : la "vision de Bush", la "Feuille de route", un Etat palestinien en décembre tout cela a disparu sans laisser de traces, en même temps que les colonies et les check points.

Jamais Jérusalem n'avait été aussi loin d'Annapolis.

Jamais la Knesset n'avait été aussi loin de la réalité.

La Knesset est un sous-marin bleu et blanc, dont l'oxygène commence à manquer et dont la vue sur la réalité se brouille.

Dans 60 ans, promet le président de la Knesset, la vie ici sera bonne. Alors, pourquoi ne pas se lever et applaudir ?

On peut aisément imaginer le président de l'Autorité palestinienne assis dans son bureau, regardant le discours de George Bush à la télévision sans en croire ses yeux et se demandant s'il devait desserrer les poings et ce qu'il pouvait faire de sa honte alors qu'on se moquait de lui et de ses positions modérées. Maintenant, Mahmoud Abbas pourrait-il avoir l'amabilité d'attendre aussi que les prochains pourparlers avec la Syrie ne portent pas leurs fruits ?

L'excitation ressentie dans la salle plénière va crescendo : « Massada ne tombera pas une deuxième fois », formule encore plus impressionnante en anglais qu'en hébreu. Un nègre doué avait mis les mots dans la bouche de l'orateur, mots dont il ignore totalement le sens. Si, Massada tombera de nouveau, très certainement, si nous nous adossons une fois de plus à un coin de l'Histoire, à une position massadienne : un millier de fanatiques et leurs familles, assiégés et désespérés, choisissant la mort. Du côté droit de la lune, le côté sombre, il sera toujours possible de trouver un personnage mal luné, suicidaire pour lui-même et pour son peuple, une sorte de réincarnation de Ben Yaïr, le chef des fanatiques de Massada.

Et maintenant, le clou de la fête : la machine nous sort Hitler. Quoi de plus émouvant ?

Ainsi parla George W. Bush : "Certains semblent croire que nous devrions négocier avec les terroristes et les radicaux. Comme si une quelconque discussion de bonne foi les convaincrat qu'ils font fausse route. Nous avons déjà entendu cette illusion folle. Alors que les Nazis envahissaient la Pologne en 1939, un sénateur américain avait dit : O Seigneur, si

seulement j'avais pu parler à Hitler, tout cela aurait pu être évité.¹ Nous avons le devoir d'appeler cela le confort fallacieux de l'apaisement, discrédité par l'Histoire."

Bush évoque un sénateur mort et oublié depuis longtemps, mais il en vise un autre, bien vivant lui, et qui pourrait hériter de son poste dans cinq mois. Peut-être les députés israéliens étaient-ils trop occupés pour suivre, mais ces mots ont déclenché une tempête aux Etats-Unis car la diatribe de Bush était sans fondement. Barack Obama n'a pas réellement proposé de négocier inconditionnellement avec des terroristes, et en outre, nous avons déjà vu où Bush lui-même avait mené le monde par la seule force brutale et arrogante.

Pas un seul député israélien n'est resté assis en signe de désaccord respectueux avec le hurra ambiant.

On peut seulement imaginer ce que le peuple d'Amérique a pu penser de ce comportement : on lave le linge sale américain à l'étranger, et des élus d'un parlement étranger mettent leur nez dans le linge souillé pour le respirer avec un délice ouvertement affiché. Ce que nous détestons que l'on nous fasse, nous venons de le faire à nos amis.

Nos députés et ministres seraient peut-être intéressés d'apprendre ce qui s'est passé aux Etats-Unis le jour même du discours de Bush : dans une élection partielle au Mississippi, dans une circonscription clairement républicaine, un candidat démocrate a été élu au Congrès. Il s'agit de la troisième défaite d'affilée pour un candidat républicain, et certains considèrent cela comme un signe avant-coureur de ce qui se produira en novembre. Des Républicains de premier plan disent maintenant aux autres candidats de leur parti de se démarquer du président. Même John McCain, le candidat aux présidentielles, préfère ne pas être vu en compagnie de Bush (1).

Pendant sept ans, Bush est resté en dehors et nous a laissés saigner, nous et les Palestiniens. Soudain, il nous rend deux visites en quatre mois. En fin de règne, clopin-clopant, Bush n'a plus nulle part où aller. Or, personne ne le serrera dans ses bras davantage que Shimon Peres, Ehoud Olmert et Dalia Itzik. Cette démonstration de servilité ne pouvait avoir lieu qu'en Israël. Même les trompettes auraient dû avoir honte.

Bientôt, un nouveau président américain sera élu. Les chances d'Obama augmentent. Lui n'aura pas besoin de sept ans pour venir. Du moins peut-on l'espérer.

Et quand il viendra, il sera invité à s'adresser à la Knesset, et lui aussi prononcera de jolis mots d'amitié. Corrigera-t-il aussi ceux qu'il aime ? On peut seulement l'espérer.

Et ne vous inquiétez pas : la Knesset se lèvera et ovationnera. Le roi est mort, vive le roi. Et elle s'agenouillera. Car telle est la coutume dans une fière république bananière.

(1) John McCain a, lui aussi, eu droit à sa petite affaire Hitler. L'un de ses soutiens télévangélistes du Texas (du nom de John Hagee) avait déclaré : "Dieu a envoyé Adolf Hitler pour aider les Juifs à atteindre la terre promise." McCain a dû se désolidariser. On vit une époque formidable (ndt)

Yossi Sarid *

Ha'aretz, 23 mai 2008

* Yossi Sarid est ancien ministre et ancien secrétaire général du parti Meretz.

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/986425.html>

3-3 Point de vue de Alter Info : George W. Bush en tournée au Moyen-Orient : Il a de quoi à s'alarmer !

Il a de quoi à s'alarmer, le Moyen-Orient !

Un Moyen-Orient que Bush et son administration ont muté, à travers leur politique tordue et leur rhétorique guerrière, en une véritable poudrière ; un Moyen-Orient qui porte au cœur la plaie béante de la Terre de Palestine, occupée, martyrisée par un régime factice, tenant en surcroît d'un imposant arsenal nucléaire, grâce aux aides généreuses de l'Occident surtout de Washington.

Dans ces circonstances où tout le Moyen-Orient s'interroge, s'inquiète de l'armada nucléaire du régime sioniste, le président américain, George W. Bush en tournée dans la région, colporte de pays en pays, de ville en ville, de Beitolmoqadas à Charm el-Cheikh, son cartable bondé de discours aussi hallucinant que surréaliste, aussi faux qu'infondé, dans le seul but de rassurer les uns par son soutien sans ambages et de terroriser les autres par ce qu'il a appelé « l'ambition nucléaire de l'Iran ». Le locataire de la Maison Blanche, qui doit dans quelques mois déménager, égrène sans relâche sa litanie de diatribes, de critiques, d'imprécations, à l'encontre de l'Iran, dans le seul but de duper l'opinion publique de la région, de la détourner de la véritable danger qu'il porte en son sein.

Le Moyen-Orient devra-t-il s'inquiéter d'un programme nucléaire civil qui se développe sous l'œil vigilant des inspecteurs de l'AIEA et dont la vocation pacifique est confirmée par tous les pays de la région, ou bien s'alarmer, à juste titre de l'arsenal nucléaire d'un régime belliciste qui est à l'origine de nombreux conflits mettant à feu et à sang le Moyen-Orient ? Le président Bush qualifie de terroriste les groupes militants dont le Hamas et le Hezbollah, ces vaillants combattants qui se sont fait le fer de lance de la Résistance face aux agressions continues du régime sioniste, qui n'ont d'autre faute que défendre leur terre ancestrale. De tels discours émaillés d'accusations, ne distillent pas le venin pour empoisonner le climat déjà tendu du Moyen-Orient, ne sont-ils pas un écran de fumée pour occulter aux yeux des peuples de la région des visées expansionnistes et hégémoniques de Tel-Aviv, de la menace présente et véritable de l'arsenal nucléaire du régime sioniste ? Une telle rhétorique ne sert-elle pas à couvrir les exactions et les crimes commis par le régime sioniste par le prétexte usé à corde de la lutte anti-terroriste. Et de telles paroles dans la bouche d'un président, qui, à des milliers de kilomètres de son pays, a lancé une guerre létale contre un pays de la région pour mettre un pied dans la terre d'Euphrate et de Tigre, pour faire main basse sur les immenses champs pétrolifères de la Mésopotamie, révèlent à tout esprit lucide l'hypocrisie d'une politique politicienne sans scrupule. Cette même politique des bottes, qui est responsable de tous les maux dont souffrent la région et ses peuples, qui a transformé le Moyen-Orient notamment l'Irak en foyer de terrorisme. Le soutien direct de l'administration Bush du groupuscule terroriste des Monefeqin en témoigne et tout récemment le ministère iranien des Renseignements a démantelé un autre réseau terroriste, stipendié par Washington pour massacrer les civils innocents, pour mener des actes de sabotages et

d'insécuriser le pays. Une telle politique dopée de mensonges sera-t-il à même à sauver la face à un président en fin de mandat, au président le plus impopulaire des Etats-Unis ?

<http://www.alterinfo.net/>

19/05/08

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 L'argument final.

La tournée de GW au Moyen-Orient, dernière du genre avec lui comme Président, est appuyé sur un contraste extraordinaire.

- D'un côté, une situation politique d'influence US dans un état indescriptible, aggravée par la situation au Liban.

Jim Lobe résume bien cet aspect de la chose, dans un article du 13 mai sur *Antiwar.com*. Lobe cite notamment l'expert John Alterman du CSIS, parlant au *New York Times* : «*The politics on the ground are absolutely miserable,*” *Jon Alterman, a Middle East specialist at the Center for Strategic and International Studies (CSIS), told the New York Times Sunday. “It’s hard to remember a less auspicious time to pursue Arab-Israeli peacemaking than right now. U.S. power and influence are at low ebb in the region,” he added.*»

- D'un autre côté, la visite en Israël (60ème anniversaire de la fondation de l'Etat d'Israël) a montré un autre aspect de ce voyage au Moyen-Orient du président US, qui interfère directement dans la campagne présidentielle et entend orienter cette campagne.

Dans son discours à la Knesseth, Bush a agité les références habituelles de dramatisation émotives, voire eschatologiques (dans le sens biblique), de la situation. Le *Guardian* rend compte de l'épisode aujourd'hui:

«*President George Bush used a visit to Israel yesterday to denounce Democratic party offers to negotiate with America's enemies in the Middle East as comparable to appeasement of Hitler. Although Bush did not name any Democratic politician, the party's presidential contender Barack Obama has offered to open negotiations with the Iranian leader, Mahmoud Ahmadinejad, and the Syrian president, Bashar al-Assad.*

»*Obama and other Democratic leaders expressed outrage at being compared to the Nazis, especially on a visit to Israel. They also condemned Bush for breaking a long-time convention against using foreign visits to score domestic points.*

»*Obama described it as a “false political attack”, saying he had never advocated talking to terrorists, while Joe Biden, the Democratic chairman of the Senate foreign relations committee, said: “This is bullshit.” The Democratic leader of the House of Representatives, Nancy Pelosi, described Bush's comments as “beneath the dignity of his office”.*

»*Speaking during a visit to the Knesset, where he was attending celebrations to mark Israel's 60th anniversary, Bush said it was a foolish delusion to think it was possible to negotiate with extremists and terrorists. “As Nazi tanks crossed into Poland in 1939, an American senator declared: ‘Lord, if only I could have talked to Hitler, all of this might have been avoided,’” Bush said. He added: “We have an obligation to call this what it is – the false comfort of appeasement, which has been repeatedly discredited by history.”*»

- Les réactions démocrates, on le voit, ont été vives. (Hillary condamne aussi les propos de Bush.) Le fait qu'un sénateur (Biden), président de la commission des relations extérieures, peut-être futur secrétaire d'Etat d'un éventuel président Obama, qualifie les propos de Bush d'un mot aussi leste (à peu près traduit : “c'est de la merde”) mesure la nervosité agressive des démocrates.

- Même McCain est embarrassé. Il tente actuellement de prendre quelques distances vis-à-vis de Bush. Le discours de Bush, dit dans le sacro-saint environnement d'Israël et avec l'argument passionnel par excellence de la référence à Hitler, le met dans une position délicate. Dans le degré d'inconditionnalité du soutien à Israël qui caractérise tout politicien US en campagne, McCain est au plus haut degré par nécessité (mais aussi par tendance naturelle). Certaines de ses fréquentations, celle du pasteur John Hagee notamment, avec ses théories sur l'Apocalypse passant par Armageddon, vont dans ce sens dans le registre le plus radical qui soit.

- Pour ajouter le chaos au désordre, on observera qu'en même temps que Bush compare ceux qui veulent parler avec l'Iran en les mettant, grâce à une contraction créatrice de l'Histoire, au niveau moral des complices objectifs d'Hitler, son secrétaire à la défense recommande de parler avec l'Iran...

Montée aux extrêmes de l'impuissance

L'intervention de George Bush représente un cas évident de montée aux extrêmes. La cause en est également évidente: le président US, comme les républicains, n'a plus aucun argument pour défendre sa politique, qui est de loin l'archétype le plus achevé d'une politique étrangère et de sécurité catastrophique jusqu'à mettre en danger la puissance des USA... Plus aucun argument? C'est compter sans Dieu et le reste. C'est l'argument de l'impuissance terrestre transcendé et transmuté en Vérité révélée par la connexion divine.

Le discours de la Knesseth, même s'il reste dans la forme politique, s'appuie sur du pur messianisme, qui renvoie implicitement à l'état d'esprit du pasteur Hagee, donc à l'utile connexion divine. La référence à Hitler introduit d'autres arguments implicites: le caractère exceptionnel d'Israël, *per se* et par son rôle central, presque religieux en même temps que d'influence et de type *politically correct*, dans la politique US. La référence à Armageddon et au prophétisme, là non plus, n'est pas loin. Elle sied à un président qui ne représente plus rien politiquement et à

un gouvernement israélien qui n'est pas loin de le valoir. Elle représente le dernier espoir d'une politique agressive et d'agression, notamment contre l'Iran, qui a toujours eu une assise implicite eschatologique et biblique. (Bien entendu mais inversement, la référence est aussi la marque de l'extrême difficulté, voire l'impossibilité d'imposer cette politique sur sa valeur propre. On retrouve l'impuissance signalée plus haut.) L'orientation de politique intérieure des propos de GW Bush est évidente. Mais nous ne sommes pas convaincus que ces propos visent prioritairement, encore moins exclusivement, Obama et les démocrates, bien qu'en apparence le premier effet est effectivement de les secouer. Notre hypothèse est alors que ces propos, à côté de l'attaque conjoncturelle contre les démocrates, ont deux buts, des buts simplistes qui correspondent bien au personnage et à son équipe mais des buts ambitieux impliquant la volonté de "kidnapper" la campagne et d'imposer une ligne politique au futur élu (quel qu'il soit).

- Faire indirectement mais puissamment pression sur McCain pour qu'il reste dans sa "ligne dure", qu'il l'accentue, qu'il la mette en évidence. Or McCain n'est pas dans une position où il puisse lui-même résister à ces pressions. Il est loin de faire l'unanimité dans le parti, parce que le parti républicain est lui-même divisé. Il lui sera difficile de ne pas répondre à des pressions qui portent sur le soutien à Israël, qui est l'argument sacro-saint du parti républicain. Il serait facilement entraîné sur la voie de la montée à son propre extrême, d'autant plus, peut-être, que sa propre personnalité, son caractère emporté l'y pousserait.

- Par ce biais de radicalisation provoquée de la campagne de McCain, lancer la campagne en général sur cette piste apocalyptique du soutien à Israël, des guerres agressives nécessaires, etc. L'argument est presque péremptoire, – rengaine : le soutien à Israël n'est pas loin d'être aussi l'argument sacro-saint pour le parti démocrate...

L'intervention de Bush introduit un élément nouveau dans la campagne, – "nouveau" parce que tacitement laissé de côté. Il introduit le débat sur la radicalisation, qui est nécessairement un débat concernant démocrates et républicains alors que la campagne est pour l'instant cantonnée à la bagarre au sein du parti démocrate. C'est un élément de désordre de plus, et ce n'est pas un cadeau pour McCain qui se contentait jusqu'ici de compter les coups chez les démocrates.

Le paradoxe de la situation US se poursuit et se renforce. C'est le président le plus discrédité qu'on puisse imaginer, avec une politique absolument catastrophique et marquée par les caractères les plus primaires, politique mensongère et déstabilisante, qui pourrait imposer à cette campagne un argument à la fois irrationnel et paranoïaque, enfermant tous les acteurs dans une montée aux extrêmes imposée d'une position de faiblesse complète (la sienne). La cause de la possibilité d'une situation si étrange, – l'impuissance même réglant le sort de la campagne, – tient essentiellement au refus des candidats d'affronter les vrais problèmes exacerbés par la présidence GW Bush.

De ce point de vue, eux aussi sont impuissants. C'est une course à l'impuissance d'un système en déliquescence, et la montée aux extrêmes est la voie "naturelle" à suivre. C'est dire combien cette nature-là est corrompue.

http://dedefensa.org/article.php?art_id=5126

16/05/2008 -

samedi 17 mai 2008

5-2 K. Selim : La halqa de la haine - Bush en son vrai visage.

Devant les députés israéliens, le président des Etats-Unis s'est laissé aller à l'exaltation du « peuple élu », tout en exprimant son exécration de ces Arabes qui refusent le diktat et résistent. Le discours exsudait la haine pure, doublée d'élucubrations prophétiques.

La halqa de la haine

par K. Selim

Devant les députés israéliens, le président des Etats-Unis s'est laissé aller à l'exaltation du « peuple élu », tout en exprimant son exécration de ces Arabes qui refusent le diktat et résistent. Le discours exsudait la haine pure, doublée d'élucubrations prophétiques.

Dans la salle, il régnait une atmosphère extatique, partagée et soutenue par un auditoire au summum du contentement.

La prestation de George W. Bush pourrait se résumer à la défense et l'illustration de la solidarité américano-sioniste, l'affirmation que 300 millions d'Américains se tenaient aux côtés des sept millions d'Israéliens menacés par le même ennemi.

Tant pis si l'histoire depuis 1948 ne désigne d'autre fauteur de guerre que l'entité sioniste et son allié. Mais à ce stade de déconnexion, la vérité et l'histoire pèsent peu. Au-delà des Arabo-musulmans, cet ennemi clairement identifié mais inconnu, le message était destiné à l'opinion américaine. En particulier à Barack Obama, dont la rhétorique de campagne est certainement moins aventuriste que les envolées belliqueuses d'un président dont le bilan international est une épouvantable traînée de sang, et les résultats économiques une récession sans précédent depuis les années trente. Le spectacle offert à Jérusalem méritait d'être vu et apprécié à sa juste valeur : il exhibe crûment le ridicule des Etats « arabes modérés » et en premier lieu l'Arabie Saoudite, où Bush s'est rendu après avoir déversé son fiel à la Knesset.

Impossible de ne pas prendre acte de cette haine fervente, digne de John Hagee, l'évangéliste fanatique sioniste chrétien prêt à exterminer tous les Arabes de Palestine et d'ailleurs. Bush a suscité l'enthousiasme frénétique des parlementaires israéliens qui avaient commencé par expulser les quelques députés arabes de la Knesset. Il

n'aurait pas été désavoué dans la forme par le plus énervé - et le plus fruste - des imams radicaux des montagnes afghanes.

C'était une détestation passionnée qui s'exprimait pendant que des ballons noirs lancés par le peuple de la Nakba montaient au ciel. A quelques kilomètres de ce happening mystique, des dizaines de milliers de Palestiniens manifestaient pour dénoncer l'injustice criminelle dont ils sont victimes depuis soixante ans. Pas la moindre compassion pour ces pauvres humains à l'insupportable altérité. Qu'une force d'invasion puissamment armée par des Occidentaux, libérant leur culpabilité d'un passé de pogroms et de génocides, se soit livrée au nettoyage ethnique, au vol des biens et à la spoliation des populations indigènes, est voué avec désinvolture aux oubliettes de l'histoire des puissances. Bien sûr, le président de la Civilisation a magnaniment - et fugacement - évoqué, pour la énième fois, la création d'un Etat pour les Palestiniens. Cela fait partie du rituel.

La ministre des Affaires étrangères d'Israël a, le même jour, déclaré que l'examen de la création de cet Etat était repoussé au règlement préalable de la question des armes nucléaires iraniennes. Est-il besoin de manifester la moindre surprise devant l'inanité de l'argument ? Pas vraiment... Les intentions sionistes ne se cachent pas : faire durer le fait accompli pour imposer par la force ce qui est fondé sur l'arbitraire.

Les peuples anciennement colonisés - nous Algériens sommes bien placés pour le savoir - ont tous connu cette même tactique et ces mêmes méthodes. On sait comment cela s'achève : le conflit au Proche-Orient n'échappera pas à la règle. Et tous les prêches du monde, les plus exaltés soient-ils, n'y changeront rien.

K. Selim

Le Quotidien d'Oran

<http://www.info-palestine.net/>

5-3 Julien Salingue : La politique de "regime change" de l'Administration Bush.

Quand les Palestiniens sont eux aussi victimes de la politique de "Regime Change" de l'Administration Bush
Près d'un an après la division politique entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza, je me propose dans cet article de revenir sur l'enchaînement des événements qui ont conduit à cette division sans précédent dans l'histoire du mouvement national palestinien. Il apparaît en effet aujourd'hui que, loin d'être le seul produit de "rivalités inter-palestiniennes", ces événements portent la marque de la politique de "regime change" de l'Administration Bush. Le but de ce travail n'est pas de faire des "révélations", l'essentiel des éléments de cet article sont connus de ceux qui suivent de près l'actualité politique palestinienne. Il s'agit plutôt, en opérant "ce retour en arrière", de mieux comprendre la situation politique et les dynamiques actuelles dans les territoires palestiniens.

« Regime Change » ? [1]

La doctrine du « Regime Change », ou « Changement de régime », n'est pas une invention de l'Administration Bush.

Un simple regard sur l'Histoire du 20ème Siècle nous offre de multiples exemples de tentatives, réussies ou non, de remplacement d'un régime au moyen d'une intervention extérieure directe ou indirecte : Iran (1953), Guatemala (1954), Cuba (1961, entre autres...), Chili (1973), Panama (1989), Somalie (1993)... La liste est longue et elle n'est pas exhaustive. Cette pratique n'est pas l'apanage des Etats-Unis : l'URSS y a aussi eu recours dans les pays de l'Est, de même que la France en Afrique.

L'Administration Bush l'a simplement réactualisée, que ce soit par son soutien appuyé à des mouvements d'opposition à des pouvoirs en place (Géorgie, Ukraine, Liban, Venezuela) ou par des interventions militaires directes (Afghanistan, Iraq). Une constante demeure, quelles que soient l'époque et la méthode : il s'agit de remplacer un régime jugé hostile aux intérêts économiques, politiques et diplomatiques de la (ou des) puissance(s) initiatrice(s) du « Regime Change » par un régime « ami ». Il peut s'agir aussi parfois de « sauver » un régime allié menacé de renversement par des élections démocratiques ou par un mouvement populaire, comme ce fut le cas pour les interventions soviétiques en Hongrie (1956) ou en Tchécoslovaquie (1968).

Un peu moins d'un an après les affrontements armés entre milices du Fatah et du Hamas à Gaza qui ont abouti à la division politique entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza avec la mise en place, le 18 juin 2007, du « Gouvernement d'urgence » de Salam Fayyad en Cisjordanie, il est désormais établi que les Palestiniens n'étaient pas les seuls acteurs des « événements ». Je me propose à présent de synthétiser les divers éléments qui amènent à conclure que ce sont bel et bien l'Union Européenne, Israël et surtout les Etats-Unis, aidés par de hauts responsables de l'Autorité palestinienne, qui ont organisé la tentative semi-avortée de renversement du gouvernement dominé par le Hamas, et ce dès le lendemain des élections législatives de janvier 2006.

La victoire électorale du Hamas

L'écrasante victoire du Hamas lors des élections législatives de janvier 2006 a été, pour beaucoup, une surprise. Si de nombreux observateurs prévoient que le Hamas pourrait devancer le Fatah, peu s'attendaient à ce que le mouvement obtienne une telle majorité (74 sièges sur 132, contre 45 au Fatah). Au Hamas même, certains ont été étonnés. Mohammad al-Rantissi, frère du dirigeant historique Abd al-Aziz al-Rantissi [2] expliquait ainsi en décembre 2005 que le Hamas espérait obtenir suffisamment de voix pour être une opposition conséquente mais surtout pas se retrouver en situation de devoir prendre les commandes de l'Autorité palestinienne [3].

Au Fatah aussi, même si plusieurs militants et cadres avaient senti souffler le vent de la défaite, la surprise a été réelle, notamment pour les dirigeants ou ex-dirigeants de l'Autorité Palestinienne (AP). Lors d'une rencontre en mars 2007, Kifah al-Wawi, candidat du Fatah sur la liste nationale, me rapportait un événement significatif : durant la campagne électorale, lors d'une réunion publique près d'Hébron, Jibril Rajoub, ancien responsable de la Sécurité Préventive en Cisjordanie, balayait les critiques faites à l'AP par des sympathisants du Fatah avec ces

mots : « Vous pouvez nous critiquer mais les gens ne mettront pas le Hamas au pouvoir. Avec ou sans vos voix, nous gagnerons » [4].

Mais c'est en Israël et surtout aux Etats-Unis que la surprise a été de taille. En Israël les Services de Renseignements ont été publiquement accusés d'incompétence pour ne pas avoir anticipé le raz-de-marée électoral du Hamas. De l'autre côté de l'Atlantique, même les plus hauts responsables ont reconnu leur erreur d'appréciation. « J'ai demandé pourquoi personne n'avait rien vu venir » a ainsi déclaré Condoleezza Rice. « Je ne connais personne qui n'ait été pris au dépourvu par la démonstration de force du Hamas » [5]. Le désarroi a été d'autant plus grand que c'est sous la pression de Georges W. Bush que Mahmoud Abbas (Abu Mazen) avait accepté de convoquer des élections législatives. Après avoir contraint Yasser Arafat à créer un poste de Premier Ministre en 2003, Bush espérait que les élections seraient l'occasion de la mise en place d'un gouvernement palestinien légitimé par les urnes et disposé à négocier un « plan de paix » conformes aux visées états-uniennes. C'est le contraire qui s'est produit. La population palestinienne a saisi l'occasion des élections législatives pour exprimer son rejet des pratiques mafieuses de la direction sortante de l'AP et son refus des compromissions et de la collaboration avec l'occupant israélien. Le parti d'Ismaïl Haniyah est apparu dans les territoires palestiniens comme le plus crédible pour exercer ce mandat. Le Hamas l'a emporté pour des raisons essentiellement politiques et non religieuses [6]. Pour l'Administration Bush, la réponse à cette Intifada électorale, obstacle majeur dans ses projets de réorganisation politique et économique du Moyen-Orient, tenait en 2 mots : *Regime Change*.

Le plan Etats-unien

La rapidité et la vigueur de la réaction ont été à la hauteur de la surprise provoquée par la victoire du Hamas. Tandis que le boycott diplomatique et économique était organisé par les pays occidentaux, Etats-Unis et Union Européenne en tête, ainsi que par une partie des pays arabes, qu'Israël cessait de reverser à l'AP les taxes sur les importations et menait une offensive d'ampleur contre le Hamas (arrestation de plusieurs dizaines de députés et de Ministres, bombardements massifs de Gaza, place-forte du mouvement, au printemps et à l'été 2006) un plan était élaboré à Washington pour renverser le nouveau pouvoir et mettre en place un gouvernement qui se conformerait aux projets de l'Administration Bush.

Le plan élaboré aux Etats-Unis sera, sur le papier, relativement simple :

Maintenir et accentuer les sanctions politiques et économiques contre le nouveau pouvoir palestinien.

Faire porter au Hamas la responsabilité de la dégradation des conditions de vie de la population palestinienne consécutive aux sanctions.

Exiger du Hamas, pour que les sanctions soient levées, qu'il accepte les conditions du « Quartet pour le Proche-Orient » : reconnaissance d'Israël, renonciation à la lutte armée et acceptation des accords antérieurs, notamment les Accords d'Oslo.

S'assurer que suite au fort probable refus du Hamas, Abu Mazen convoque des élections législatives anticipées ou forme un gouvernement d'urgence, disposé à négocier aux conditions précitées, duquel le Hamas serait exclu.

Donner les moyens financiers et logistiques aux forces de sécurité fidèles à Abu Mazen d'en découdre militairement avec un Hamas qui tentera nécessairement de s'opposer au retour au pouvoir de la direction sortante de l'AP dans de telles conditions.

Pris de cours par la victoire du Hamas, les Services états-uniens vont mettre plusieurs mois à élaborer ce scénario de « Regime Change ». Deux éléments sont en effet décisifs pour que le scénario aboutisse : le premier est de choisir le moment opportun ; le second est de disposer, du côté palestinien, d'alliés fiables et déterminés à aller à la confrontation, militaire si nécessaire, avec le Hamas. Le moment opportun sera l'automne 2006, après l'offensive militaire israélienne contre la Bande de Gaza et le blocus qui s'ensuit. Les alliés palestiniens sont tout désignés : Abu Mazen et son cercle restreint (notamment Nabil Amr et Yasser Abd Rabbo), représentants d'une classe politico-mafieuse produite par les Accords d'Oslo, qui sait qu'elle risque de tout perdre suite à la victoire de Hamas. Ces individus et leurs proches multiplient les rencontres avec des représentants des Etats-Unis dès le printemps 2006. Un autre homme va être appelé à jouer un rôle-clé dans le scénario élaboré par l'Administration US : c'est Mohammad Dahlan.

« Mohammad Dahlan est notre homme » (Georges W. Bush)

Mohammad Dahlan, né en 1961, ancien dirigeant de la Shabiba (organisation de jeunesse du Fatah) à Gaza, a séjourné plusieurs années dans les prisons israéliennes avant d'être banni des territoires palestiniens en 1988. Il rejoint alors la direction de l'OLP à Tunis et va progressivement se rapprocher d'Abu Iyad [7], acquérir une place centrale dans l'appareil sécuritaire de la centrale palestinienne et être associé à l'équipe qui mènera les négociations avec Israël. C'est précisément pour discuter de questions sécuritaires qu'il participe en janvier 1994, à Rome, à une rencontre avec des responsables de l'armée et des renseignements israéliens [8]. Cette rencontre secrète, organisée dans le cadre du processus d'Oslo, scelle la coopération entre le futur appareil sécuritaire de l'AP et les services israéliens, notamment dans leur objectif commun de neutralisation du Hamas.

A son retour dans les territoires palestiniens en 1994, Dahlan est nommé responsable de la Sécurité Préventive (SP) à Gaza. Il exercera cette fonction pendant 8 ans. La SP est un organe dont la tâche, selon les termes très explicites de l'un de ses dirigeants, est de « surveiller les partis politiques, les organisations et la population afin que le gouvernement puisse gouverner » [9]. Au cours des années 2000, il prend ses distances vis-à-vis de Yasser Arafat, multipliant les appels à la réforme de l'AP et au renouvellement de son leadership. Il démissionne de la SP en juin 2002. En avril 2003, le Premier Ministre Abu Mazen le nomme Ministre de la Sécurité Intérieure malgré les objections d'Arafat. Il quitte ses fonctions lors de la démission d'Abu Mazen en septembre et fait son retour au gouvernement en février 2005, lorsqu'il est nommé Ministre des Affaires Civiles du 3ème Gouvernement d'Ahmad Qurai. Lors des législatives de janvier 2006, il est réélu député dans la circonscription de Khan Younes.

Depuis le début des années 90, Dahlan entretient des liens appuyés avec les Etats-Unis et Israël. Il a en outre construit une relation privilégiée avec plusieurs responsables des services de sécurité égyptiens de Hosni Moubarak. Durant les mandats de Bill Clinton puis ceux de Georges Bush, il a multiplié les rencontres avec des représentants de l'Administration US et de la CIA. D'après des officiels états-uniens, Georges Bush aurait dit de lui, après une rencontre en 2003 : « *C'est notre homme* » [10]. Dahlan déclare de son côté en 2008, au sujet de Georges Tenet, Directeur de la CIA de 1997 à 2004 : « *C'est tout simplement un homme juste, un grand homme. J'ai encore, de temps en temps, des contacts avec lui* » [11].

De nombreux dirigeants israéliens le jugent digne de confiance, que ce soit en raison de ses critiques de la gestion de l'AP par Yasser Arafat ou de son attitude implacable face au Hamas. Sous sa direction, la Sécurité Préventive de Gaza a entre autres participé à la répression violente (14 morts) d'une manifestation organisée par le Hamas et le Jihad en novembre 1994 et à la vague d'arrestations consécutive à la campagne d'attentats-suicides de février-mars 1996 (plusieurs centaines de sympathisants et membres du Hamas interpellés). En avril 2002, le Ministre de la Défense israélien Benyamin Ben Eliezer déclarait devant la Knesset qu'il venait de proposer à Dahlan de prendre le contrôle de la Bande de Gaza [12].

Le nom de Mohammad Dahlan est également associé aux guerres fratricides qui ont eu lieu au sein de l'AP et du Fatah à partir de 2001, lorsque s'est posée la question de la succession d'un Yasser Arafat désormais mis hors-jeu par Israël et les Etats-Unis. Dahlan est soupçonné d'avoir développé un vaste réseau de corruption et d'avoir entretenu une milice privée de plusieurs centaines d'hommes afin de se construire une place-forte à Khan Younes (dans le Sud de la Bande de Gaza) et de mieux pouvoir assouvir ses ambitions personnelles. Certains l'accusent d'être indirectement lié à l'assassinat, en septembre 2005, de Moussa Arafat, cousin de Yasser Arafat nommé en 2004 chef de la SP à Gaza pour contenir l'influence de Dahlan.

Ultime élément, et pas des moindres, en juillet 2007, une lettre datant de 2003 était découverte dans ses anciens bureaux de Gaza, dans laquelle il s'adressait en ces termes à Shaul Mofaz, alors Ministre israélien de la Défense : « *Soyez certain que les jours de Yasser Arafat sont comptés, mais laissez-nous en finir avec lui selon nos méthodes, pas selon les vôtres. Et soyez également assuré que (...) je donnerai ma vie pour tenir les promesses que j'ai faites devant le Président Bush* » [13]. Dahlan n'a jamais contesté l'authenticité de la lettre.

Les « conseils amicaux » des Etats-Unis

Pour les Etats-Unis Dahlan devra être au cœur du dispositif de Regime Change, en charge des questions sécuritaires. Un soutien financier lui est apporté et les Etats-Unis se mettent à sa disposition pour former et armer ses hommes. Dès les mois qui suivent les élections, ses milices fomentent des troubles dans la Bande de Gaza et de premiers affrontements ont lieu avec les groupes armés liés au Hamas. Il est également à l'initiative de manifestations « anti-gouvernementales » devant les Ministères. Tandis que l'instabilité se répand dans les territoires palestiniens, des pourparlers s'engagent à l'automne 2006 pour la formation d'un gouvernement d'Union Nationale sous la pression de la population et des partis politiques. Les Etats-Unis et Mohammad Dahlan tentent alors de dissuader Abu Mazen de parvenir à un accord.

Une note remise au Président palestinien par le Consul Général des Etats-Unis à Jérusalem, à la fin de l'année 2006, qui aurait dû demeurer confidentielle mais qui a été révélée par David Rose en mars 2008 [14] et authentifiée par divers responsables états-uniens et palestiniens, donne a posteriori raison à ceux qui, dès 2006, ont dénoncé le coup d'Etat en préparation [15]. J'en cite ici de larges extraits :

« La Secrétaire d'Etat Rice m'a demandé de vous rencontrer afin de discuter des moyens par lesquels nous pouvons avancer ensemble. (...)

Comme vous l'avez entendu à New York, le Président Bush veut vous soutenir. (...)

Mais notre capacité à vous aider dépend en grande partie de vous. Nous pouvons faire beaucoup plus si un gouvernement de l'AP se met en place, qui accepterait totalement et clairement les principes du Quartet. Des Etats arabes clés sont également prêts à vous soutenir dans cette démarche.

(...)

Nous savons que vous évaluez les différentes options. Nous voyons 3 éléments vitaux qui devraient faire partie de votre stratégie, quelle qu'elle soit :

- 1) Adressez-vous au public : rendez publique votre intention de former un nouveau gouvernement et expliquez ce qu'un tel gouvernement pourrait apporter au peuple palestinien ;
- 2) Le Hamas devrait avoir à faire un choix clair, avec une date-limite claire : le Hamas disposerait d'un délai limité pour répondre : soit ils acceptent un nouveau gouvernement qui se conforme aux exigences du Quartet, soit ils le rejettent ;
- 3) Les conséquences de la décision du Hamas devraient elles aussi être claires : si le Hamas ne répondait pas favorablement dans le délai prescrit, vous devriez expliquer clairement votre intention de déclarer l'état d'urgence et de former un gouvernement d'urgence explicitement dévoué à ce programme.

(...) Nous pensons aussi que vous devez immédiatement renforcer votre équipe. Nous pensons que vous devez y inclure des personnalités bénéficiant d'un fort crédit dans la communauté internationale (...).

Nous travaillons déjà à des projets de soutien à la Garde Présidentielle et aux Forces de Sécurité Nationale (...). Si vous agissez en vous inscrivant dans ces perspectives, nous vous soutiendrons tant matériellement que politiquement » [16].

Le piège du Gouvernement d'union nationale et le « plan B »

« L'option » choisie par Abu Mazen, au grand désarroi des Etats-Unis et de Dahlan, est de trouver un accord de principe avec le Hamas en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Ce gouvernement est néanmoins un piège tendu à un Hamas lui aussi sous pression, notamment de l'Arabie Saoudite : il permet de

remettre au pouvoir une partie de la direction sortante (et battue) de l'AP et d'exiger ensuite du Hamas, au nom de l'unité, qu'il se soumette publiquement aux exigences du Quartet. L'accord est signé à la Mecque en février 2007. Mais dans les territoires palestiniens personne ne croit à la viabilité du nouveau gouvernement, d'autant plus que très rapidement, conformément à la volonté états-unienne, Abu Mazen va imposer des conditions inacceptables pour le Hamas.

Les Etats-Unis réadaptent en effet leur stratégie à la lumière des Accords de La Mecque. Un nouveau document est élaboré, intitulé « *Plan pour la Présidence palestinienne en 2007* » ou « *Plan B* ». Deux noms apparaissent à plusieurs reprises dans le document, en plus de celui d'Abu Mazen : Salam Fayyad, ancien haut fonctionnaire à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International, et Mohammad Dahlan. Ils sont au cœur du dispositif que les Etats-Unis souhaitent mettre en place pour aboutir à une chute rapide du Gouvernement d'Union Nationale et l'éviction définitive du Hamas de la direction de l'AP. Abu Mazen devra confier à Fayyad la gestion de l'ensemble des ressources financières de l'AP et à Dahlan la gestion de son appareil sécuritaire, qui devra être réformé. Conformément aux souhaits états-uniens, Fayyad sera nommé Ministre de l'économie du nouveau gouvernement et Dahlan Conseiller National à la Sécurité (CNS) du Président Abbas, malgré les protestations du Hamas. La première version du « *Plan B* », révélée elle aussi par David Rose, indique qu'il s'agit, via la réforme des services de sécurité et la nomination de Dahlan à leur tête, de « *maintenir sous le contrôle indépendant du Président Abbas les forces de sécurité clé (...) par l'intermédiaire du CNS [et d'] éviter l'intégration du Hamas dans ces services* » [17]. Plus loin on peut lire que depuis le début de l'année 2007, « *le CNS Dahlan supervise, en coordination avec le Général Dayton, l'effort accompli pour entraîner et équiper une force de 15 000 hommes sous contrôle du Président Abbas afin d'établir la loi et l'ordre, de stopper le terrorisme et de dissuader les forces [armées] extra-légales* » [18]. Dans la version définitive du « *Plan B* » on peut lire que les Etats-Unis s'engagent à « *fournir aux personnels de sécurité les équipements nécessaires et les armes afin qu'ils puissent accomplir leur mission* » [19]. Une nouvelle étape va donc être franchie. Malgré les réticences d'Abu Mazen, qui jusqu'au bout espère pouvoir reprendre le contrôle de l'AP sans effusion de sang, le feu vert est donné à Dahlan.

Le « coup de force » de Gaza

Dès lors la machine est lancée. Dahlan multiplie les déclarations provocatrices à l'égard du Hamas ; depuis les camps d'entraînement sous supervision US (en Jordanie, en Egypte et à Jéricho), ses hommes affluent dans la Bande de Gaza avec la bénédiction d'Israël et les armes des Etats-Unis ; les incidents se multiplient avec les groupes armés liés au Hamas, notamment à partir du mois d'avril, lorsque l'existence du « *Plan B* » est révélée dans plusieurs journaux arabes [20]. La bataille autour du contrôle des forces de sécurité fait rage, le Hamas ayant décidé de créer sa propre Police dans la Bande de Gaza. Le 14 mai, Ismail Haniyah accepte la démission d'Hani al-Qawasmi, le Ministre de l'Intérieur (« *indépendant* »), qui affirme qu'il n'a en fait aucun contrôle sur les forces de sécurité de l'AP et qu'il ne peut rien faire pour stopper les combats.

Au début du mois de juin on compte déjà plusieurs dizaines de morts dans les deux camps. Tandis que dans la presse arabe et dans les rues palestiniennes, Abu Mazen et Dahlan sont déjà surnommés depuis plusieurs mois les « *Pinochet du Moyen-Orient* » [21], dans les pays occidentaux et en Israël on accuse le Hamas de fomenter les troubles, d'avoir une attitude anti-démocratique et de mettre en péril la fragile unité nationale palestinienne. Abu Mazen et Dahlan tiennent à peu le même discours. Le Président palestinien accuse même le Hamas d'être lié à al-Qaeda. « *Les putschistes du Fatah, dans la tradition de tous les régimes arabes non-élus qui ont eux aussi organisé leurs propres coups d'Etat (...), ont déclaré que leurs ennemis démocratiquement élus étaient les « putschistes », ceux qui conduisaient le peuple palestinien vers de « sombres » abysses* ». [22]

Durant les deux premières semaines de juin les combats se multiplient et chacun comprend que l'affrontement d'ampleur est désormais inévitable. Le 13 juin le parti d'Ismail Haniyah prend l'initiative d'en finir avec les forces de Mohammad Dahlan avant que l'ensemble des armes et des hommes entraînés par les Etats-Unis ne rejoignent la Bande de Gaza et que Dahlan ne décide de lancer la dernière phase de l'offensive. En à peine 24 heures les hommes du Conseiller National à la Sécurité, qui ne bénéficient d'aucun soutien dans la population gazaouie, contrairement à ce que pensaient les stratèges états-uniens, sont balayés par le Hamas et ceux qui le peuvent tentent de s'enfuir de la Bande de Gaza. Plusieurs centaines d'entre eux s'entassent à la frontière entre Gaza et Israël, où ils bénéficient de la protection des forces israéliennes, qui va en outre faciliter leur transfert vers la Cisjordanie.

Abu Mazen et Dahlan savent que le putsch a échoué. Le 14 juin Abu Mazen révoque le gouvernement d'Union Nationale et décrète l'état d'urgence. Le 16 juin il refuse une réunion de crise avec la direction du Hamas en Syrie. Il se rend, accompagné de Dahlan, à une rencontre avec le Consul Général des Etats-Unis. Le lendemain il nomme un « *gouvernement d'urgence* » sous la direction de Salam Fayyad. L'état d'urgence permet à Abu Mazen et Fayyad de contourner la procédure normale, qui aurait impliqué un vote de confiance du Conseil Législatif Palestinien. Le Premier Ministre Fayyad est imposé, y compris à Abu Mazen, par l'Administration Bush alors que son parti « *Troisième Voie* » n'avait pas franchi la barre des 2% lors des législatives de janvier 2006. Les Etats-Unis, l'Union européenne et Israël annoncent la levée des sanctions économiques et diplomatiques, reprennent les versements d'argent au gouvernement de Fayyad et le reconnaissent comme « *seul gouvernement légitime* » de l'AP. Le Hamas a fait une démonstration de force dans la Bande de Gaza mais ne peut ni ne veut s'opposer à Abu Mazen et Fayyad en Cisjordanie : pourquoi se battre pour « *prendre le contrôle* » de zones autonomes qui sont en fait sous occupation israélienne ?

Conclusion : après l'échec de Gaza, bientôt celui de la Cisjordanie...

La journaliste israélienne Amira Hass avait raison lorsqu'elle écrivait, dès octobre 2006, au sujet des affrontements « *interpalestiniens* » : « *Ce n'est pas une affaire interne palestinienne* » [23]. Toute la séquence qui

a suivi les élections législatives de janvier 2006 est en effet marquée par les interventions extérieures, notamment états-uniennes, visant à modifier les dynamiques politiques des territoires palestiniens. Les divers éléments que j'ai tentés de rassembler ici montrent sans ambiguïté que les « événements » de Gaza en juin 2007 ne sont que le produit d'une tentative de Regime Change orchestrée par l'Administration Bush et une fraction de la direction sortante de l'AP, prête à tout pour revenir au pouvoir.

Si l'on se situe du point de vue des objectifs des Etats-Unis, la tentative de putsch a été un échec. Les alliés palestiniens de Washington n'ont pas pris le contrôle de la Bande de Gaza, le Hamas n'a pas été mis hors-jeu même s'il est affaibli et il n'existe pas aujourd'hui de représentation palestinienne qui pourrait prétendre être légitime pour négocier un « plan de paix » made in USA. Certes, Gaza est isolée et coupée du monde. Certes, un gouvernement « ami » est aujourd'hui en place en Cisjordanie, qui s'est fixé pour principale tâche de désarmer la résistance et de soumettre l'économie palestinienne aux principes du libre-échange. Certes, les négociateurs palestiniens négocient et affirment à qui veut l'entendre que « tous les espoirs sont permis ». Mais derrière les apparences, la réalité est toute autre. La Bande de Gaza est une véritable bombe à retardement, qui tôt ou tard va exploser au visage de ceux qui ont voulu jouer aux apprentis sorciers en tentant par la force de changer le verdict des urnes. En Cisjordanie, le gouvernement Fayyad est impopulaire dans quasiment tous les secteurs de la société palestinienne, à part chez les hommes d'affaires. Même au Fatah on le critique ouvertement. Les spectaculaires opérations de « rétablissement de la sécurité » à Naplouse et à Jénine et les multiples arrestations de militants et sympathisants du Hamas ne sont en aucun cas une démonstration du fait que l'AP pourrait contenir un nouveau soulèvement. En outre, personne ne croit sérieusement que les négociations en cours vont aboutir à une solution juste pour le peuple palestinien. Abu Mazen lui-même est revenu « extrêmement déçu » de sa dernière visite à Washington...

Les tergiversations d'Abu Mazen et le lamentable échec de Dahlan à Gaza ont conduit les Etats-Unis à placer tous leurs espoirs en leur nouvel homme de confiance : Salam Fayyad. Il a désormais accès aux comptes de l'OLP et de l'AP et gère donc en conséquence l'immense manne financière des « aides internationales ». Il a remplacé les responsables des divers services de sécurité de Cisjordanie en mettant « à la retraite » tous ceux qui avaient un passé politique ou militaire dans le Fatah ou l'OLP et en les remplaçant par des hommes de confiance. Pour l'instant l'édifice construit par l'Administration Bush tient debout. Mais pour combien de temps ? Car contrairement à Abu Mazen, Fayyad n'a aucune légitimité « historique », que ce soit dans le Fatah ou dans l'OLP, et ne peut jouer d'un passé dans le mouvement de libération nationale pour faire accepter aux Palestiniens des accords au rabais. Contrairement à Dahlan il n'a pas de réseaux et de milices dévouées qui pourraient le soutenir au cas où la situation redeviendrait instable. On peut l'affirmer sans prendre de risque : après l'échec du putsch à Gaza, c'est en Cisjordanie que la politique états-unienne de Regime Change va bientôt montrer ses limites.

Et Mohammad Dahlan, me direz-vous ? Depuis sa déroute à Gaza et la révélation de sa lettre à Shaul Mofaz, il ne fait pas trop parler de lui. Le parcours de cet individu interdit néanmoins d'en conclure qu'il ne prépare pas, d'une façon ou d'une autre, son retour sur la scène politique palestinienne. Mais il est provisoirement tombé en disgrâce. Pour lui signifier qui était le nouveau patron, Salam Fayyad a ordonné, dès juillet 2007, la saisie de 7 millions de dollars sur ses comptes bancaires, l'accusant de détournement de fonds...

Qui a dit que les loups ne se mangeaient pas entre eux ?

Julien Salingue

<http://juliansalingue.over-blog.com/>

5-4 Les Palestiniens ont été consternés par Bush.

George Bush est arrivé en Egypte où il doit s'entretenir avec le président Mahmoud Abbas et tenter de rassurer des interlocuteurs palestiniens inquiets, deux jours après son vibrant hommage rendu à l'Etat d'Israël. Bush, dont le passage dans la cité balnéaire de Charm el-Cheikh constitue la dernière étape de sa tournée au Proche-Orient, fait face à un scepticisme croissant quant à ses chances de parvenir à un accord de paix israélo-palestinien avant la fin de son mandat, en janvier prochain.

Les Palestiniens ont été consternés que Bush, à l'occasion de son discours devant la Knesset jeudi, ne fasse qu'une seule référence à leurs aspirations pour la création d'un Etat et qu'il ne se serve pas de cette occasion pour exhorter les Israéliens à faire des compromis. "Il aurait dû dire aux Israéliens que la liberté des uns ne pouvait se faire aux dépens de celle des autres", a regretté le négociateur palestinien Saeb Erekat. "Il a manqué cette occasion et nous sommes déçus."

La Maison blanche rejette les commentaires selon lesquels Bush ignore le sort des Palestiniens et insiste sur le fait qu'il va répondre à leurs inquiétudes, samedi, à l'occasion de sa rencontre avec Abbas. "Il va clairement affirmer que le peuple palestinien mérite un Etat", a déclaré le porte-parole de la Maison blanche Gordon Johndroe.

Bush, qui doit rencontrer le président afghan Hamid Karzai avant de s'entretenir avec Abbas, a été accueilli à son arrivée à l'aéroport par son homologue égyptien, Hosni Moubarak. Les deux hommes ont eu un entretien privé à l'issue duquel ils n'ont fait aucune déclaration.

Sur la route de l'aéroport, le convoi de Bush est passé devant une fresque murale retraçant les efforts passés de ses prédécesseurs pour parvenir à la paix au Proche-Orient.

Jeudi, la visite du patron de la Maison blanche en Israël, où il a participé aux célébrations du 60e anniversaire, a éveillé de nouveaux doutes quant à sa capacité d'agir comme médiateur impartial entre Israéliens et Palestiniens. Il a salué Israël comme "la patrie du peuple élu" et promis que les Israéliens pourraient toujours compter sur le soutien américain face à leurs ennemis du Hamas ou de l'Iran.

Israël lui a réservé en retour un accueil digne d'un héros, beaucoup considérant Bush comme le meilleur allié historique de l'Etat juif à la Maison blanche.

Dans ce contexte difficile, Abbas essaiera de convaincre Bush de faire davantage pression sur Israël pour parvenir à un compromis mais les leviers du président palestinien, qui ne gouverne plus que la Cisjordanie depuis la prise de pouvoir du Hamas dans la bande de Gaza, sont limités.

La tournée du président Bush au Proche-Orient, la seconde en cette année 2008, fait suite à la conférence d'Annapolis, dans le Maryland, en novembre dernier, où Israéliens et Palestiniens se sont engagés à essayer de parvenir à un accord de paix d'ici janvier 2009.

Depuis lors, ces pourparlers ont été fortement affectés par les programmes d'agrandissement des colonies israéliennes en Cisjordanie et les violences dans la bande de Gaza, où les tirs de roquettes des activistes du Hamas ont entraîné de violentes ripostes de Tsahal.

Dimanche, pour sa dernière journée dans la région, Bush doit rencontrer le roi Abdallah de Jordanie, le Premier ministre pakistanais, Yousaf Raza Gilani, et des responsables irakiens dans le cadre d'un forum économique international.

M. Bush devait passer plus d'une heure et demie en entretiens et en dîner avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas samedi. Le lendemain matin, il rencontrait le Premier ministre palestinien Salam Fayad.

En Israël, M. Bush s'est longuement entretenu avec les autres acteurs principaux des négociations en vue d'un accord de paix avant la fin de l'année et donc de sa présidence en janvier 2009. Le scepticisme quant aux chances d'un tel accord devant mener à terme à la création d'un Etat palestinien ne fait que se renforcer à mesure qu'approche l'échéance.

M. Bush a pris le risque de conforter les pessimistes en participant aux célébrations du 60e anniversaire de l'Etat d'Israël sans se rendre dans les Territoires palestiniens où cette date était commémorée comme la "Catastrophe". Dans un discours très attendu devant le parlement israélien, il n'a évoqué l'existence d'un Etat palestinien qu'à un horizon très lointain, alors que les négociations piétinent.

La Maison Blanche a fait valoir que, passé le temps des célébrations du 60e anniversaire d'Israël, il aurait tout loisir de parler aux dirigeants palestiniens à Charm el-Cheikh, quand ils participeraient comme lui et d'autres leaders régionaux à un forum économique pour le Proche-Orient.

Elle a aussi souligné que M. Bush avait mis la main à la pâte en Israël, mais discrètement, et qu'à ce stade, les discussions discrètes et bilatérales étaient plus efficaces que les sommets.

Par ailleurs, cette difficile entreprise de paix faisait aussi partie des sujets abordés vendredi avec le roi Abdallah. Elle risquait d'occuper encore les entretiens et le déjeuner samedi avec le président égyptien Hosni Moubarak, dont le pays joue les intercesseurs pour une trêve entre le Hamas palestinien et les Israéliens, ou encore le face-à-face dimanche avec le roi Abdallah II de Jordanie.

Présider à un accord de paix et revendiquer un de ses derniers succès diplomatiques n'est pas le seul défi qui se pose à M. Bush.

Il verra respectivement samedi et dimanche les dirigeants des deux pays sur la ligne de front de ce qu'il appelle "la guerre contre le terrorisme": le président afghan Hamid Karzaï et, le lendemain, le vice-président Adel Abdel Mehdi et le vice-Premier ministre irakiens, Barham Ahmed Saleh.

Sur ces deux fronts, l'issue est incertaine.

En revanche, une rencontre avec le Premier ministre libanais Fouad Siniora ne figure plus au programme de M. Bush. M. Siniora est accaparé par l'inquiétante crise politique que traverse son pays.

Celle-ci, et plus généralement la confrontation dont la région est le théâtre entre la "liberté" et "les terroristes et les extrémistes" selon M. Bush, risque de figurer dans le discours que prononcera le président dimanche avant de regagner les Etats-Unis.

Reuters

14-05